

le point sur... l'abordabilité des logements au Québec



Les effets sur la santé et le développement des enfants

UNE INSUFFISANCE
de logements locatifs
abordables 2

DES FAMILLES
particulièrement touchées
par le manque de logement
abordable 3

LES PROBLÈMES
liés à l'abordabilité
des logements 4

**LES EFFETS DIRECTS
ET INDIRECTS**
sur la santé physique et
mentale de l'inabordabilité des
logements, en particulier sur le
développement et le bien-être
à court et à long terme des
tout-petits 4

LES EFFETS POSITIFS
d'un logement abordable 7

Le manque de logements abordables au Québec pèse lourd sur le vécu des familles qui peinent à se loger et à assurer le bien-être de leurs enfants. Un loyer trop élevé par rapport aux revenus a des effets sur la santé physique et mentale des parents et des répercussions sur la santé et le bien-être des enfants, notamment sur leur croissance et leur développement cognitif. Ces enfants, en plus de subir les contrecoups du stress parental, sont affectés au plan du développement par le surpeuplement, la précarité et l'instabilité résidentielle ainsi que par l'insécurité alimentaire, conséquence de problèmes d'abordabilité. Un logement convenable renforce le sentiment d'appartenance à la communauté, favorise la participation sociale et concourt à la sécurité des individus. Agir sur l'abordabilité des logements est un enjeu de justice sociale puisqu'il s'attaque à des inégalités sociales de santé évitables. Le point sur... en rapporte les faits saillants.

- Au Canada, la notion d'abordabilité du logement désigne l'accès à un logement adéquat dont le coût total représente moins de 30 % du revenu brut d'un ménage.
- Environ un cinquième de l'ensemble des ménages, mais un tiers des ménages **locataires** dépasse ce seuil d'abordabilité, ce qui restreint grandement leur capacité à couvrir les autres besoins de base (33,7 %, soit 19,3 % ayant un taux d'effort de 30 % à 50 % et 14,4 % ayant un taux d'effort de plus de 50 %).
- Même si le Québec compte une majorité de propriétaires, ce n'est pas le cas à Montréal, où 60 % des ménages de l'île sont locataires.



La maison à l'envers
Maximilien Montière, 2018



Quatre-vingts pour cent des ménages ayant des besoins impérieux de logement sont locataires. Parmi ces 244 120 ménages locataires, 37 914 étaient sur une liste d'attente pour un HLM ou un supplément au loyer au 31 décembre 2018. Ces chiffres ne comptent pas ceux qui sont sur la liste d'une coopérative ou d'un OSBL d'habitation. Même s'il y a un essor immobilier au Québec depuis une quinzaine d'années, 32,1% des mises en chantier entre 2014 et 2018 étaient des maisons individuelles, 21,9% des copropriétés, et 45,7% des logements locatifs, la petite marge restante étant du logement coopératif (0,3%). Ces logements locatifs ne répondent pas aux besoins des familles à faible revenu, car ils visent surtout une clientèle aisée. Il y a d'ailleurs une forte différence de loyer entre les types de logements selon les chiffres de la SCHL, notamment dans la RMR de Montréal où près de 300 \$ sépare le loyer d'un logement de deux chambres sur le marché « traditionnel » (809 \$) par rapport à celui d'une copropriété plus récente (1 200 \$).

Agir sur l'abordabilité des logements est un enjeu de justice sociale puisqu'il s'attaque à des inégalités sociales de santé que nous pouvons éviter.

Le logement est un important marqueur des inégalités sociales. Il agit comme intermédiaire entre le statut socioéconomique et la santé et renforce à son tour les inégalités de revenu. En période de crise du logement, comme ce que le Québec connaît présentement, les familles à faible revenu sont les plus durement touchées, incapables de trouver un logement abordable et vivant dans l'insécurité et le stress. Cela affecte l'ensemble de leur vie et a des répercussions sur les tout-petits, plus susceptibles de vivre du stress à leur tour, de connaître des retards de développement et d'être en moins bonne santé physique et mentale que les autres bambins de leur âge. Ces inégalités sont évitables et requièrent des interventions rapides pour ne pas compromettre davantage le développement, la santé et le bien-être des enfants. L'intervention la plus efficace passe par les politiques publiques (voir *LE POINT SUR... L'ABORDABILITÉ DES LOGEMENTS AU QUÉBEC... LES PRINCIPALES POLITIQUES PUBLIQUES EN MATIÈRE D'ABORDABILITÉ - VOLUME 2*).

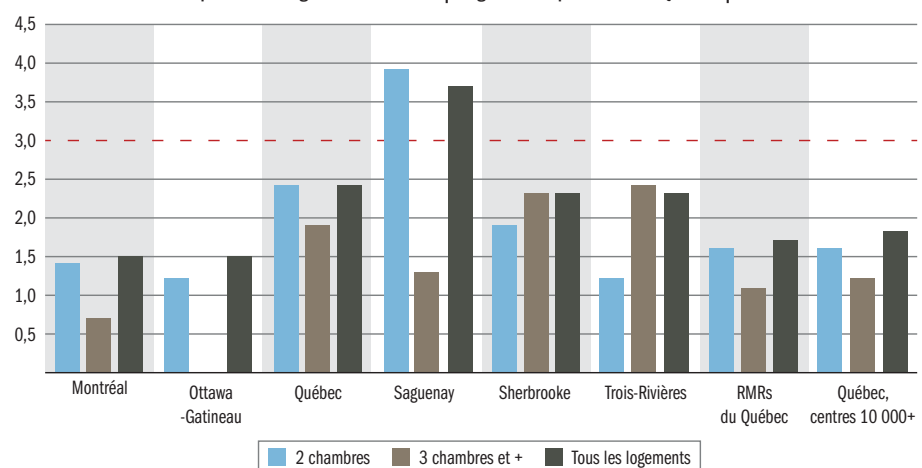
UNE INSUFFISANCE DE LOGEMENTS LOCATIFS ABORDABLES

Il y a actuellement pénurie de logements locatifs pour les familles au Québec. Selon les derniers chiffres de la SCHL, le taux d'innoculation des logements s'établit actuellement à 2,3%, bien en bas du seuil d'équilibre de 3%. Pour les logements familiaux de trois chambres à coucher, ce taux est de 1,4% pour l'ensemble du Québec, et de 0,8% à Montréal (et même inexistant dans certains quartiers de la ville : Rosemont/Petite Patrie, Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension et Hochelaga-Maisonneuve)¹⁻⁴. Les grands logements locatifs (2 et 3 chambres et plus) ne représentent que 18% des logements à Montréal (de 23% à 26% dans la couronne métropolitaine). Dans un tel contexte, les logements dits abordables sont rares, ce qui oblige les familles à s'entasser dans un espace restreint ou à payer trop cher et à couper dans les autres besoins de base. De plus, en raison de la demande pour certains quartiers et de la spéculation foncière⁵, la situation va en s'aggravant pour les

ménages locataires à faible revenu. C'est le cas en particulier dans les grandes villes, où les locataires font face à des demandes de reprise du logement ou des évictions pour subdivision, changement d'affectation ou démolition, ce qui fait disparaître encore plus les logements abordables et les logements pour les familles^{6,7}.

La SCHL prévoit que jusqu'en 2020 au moins, la demande de logements locatifs demeurera très forte au Québec, et que les prix des loyers continueront d'augmenter en raison du déséquilibre entre l'offre et la demande^{3,8}. Pour la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal, même si la baisse des mises en chantier sera moins importante, la SCHL prévoit une hausse constante du loyer moyen, et un taux d'innoculation exceptionnellement bas : 1,4% pour 2019 et 1,3% pour 2020 et 2021. Ces chiffres sont valables pour l'ensemble des loyers et non pour les appartements de deux et trois chambres à coucher, qui seront encore plus rares⁹⁻¹⁰. C'est dans le Nord-du-Québec et dans la région administrative de Montréal que la situation risque d'être le plus difficile.

Taux d'innoculation des logements familiaux | Région métropolitaines du Québec | Octobre 2019



DES FAMILLES PARTICULIÈREMENT TOUCHÉES PAR LE MANQUE DE LOGEMENT ABORDABLE

Les familles qui ont un revenu équivalent au salaire minimum peuvent difficilement se payer un logement convenable. Le Centre canadien de politiques alternatives s'est penché sur la question et a calculé que, hormis certaines villes du Québec, il n'y a que très peu de logements abordables pour une personne travaillant au salaire minimum. À Montréal, seuls 18 % des logements d'une chambre peuvent être considérés comme accessibles à un travailleur au salaire minimum, et ce, dans certains quartiers seulement, mais aucun de deux chambres et plus, quel que soit le nombre de personnes que ce travailleur fait vivre¹¹. Pour les familles qui dépendent d'un tel revenu, ou pire, qui vivent de l'aide sociale, un logement trop petit ou inadéquat constitue le seul choix possible.

Ces dernières années, les programmes sociaux d'aide aux familles ont joué un rôle dans la capacité des familles à faible revenu à composer avec le coût élevé des logements. Citons l'Allocation canadienne pour enfants, la Politique familiale de services de garde, l'Allocation famille du Québec, le Régime québécois d'assurance parental, etc. Certains de ces programmes sont nouveaux ou ont été bonifiés, et, malgré que les sommes soient la plupart du temps modulées par le fisc¹², c'est souvent ce qui a permis aux familles les plus pauvres d'améliorer légèrement leur niveau de vie¹³. Cependant, malgré la croissance économique et les programmes d'aide aux familles, encore 75 000 enfants de 0 à 5 ans vivent dans une famille à faible revenu. Au Québec, les familles à faible revenu constituent près de 10 % des familles et, à Montréal et au Nord-du-Québec, elles représentent 16,2 % et 17,2 % de l'ensemble des familles.

Certaines familles sont plus à risque de connaître des difficultés en matière de logement : celles en situation de grande pauvreté ou sur l'aide sociale, mais aussi les familles monoparentales et ayant une femme à leur tête, autochtones, immigrantes depuis moins de cinq ans ou réfugiées, ayant un soutien de famille jeune (moins de 35

ans), ayant un membre avec des limitations fonctionnelles ou malade, ou enfin, très peu scolarisées¹⁴. En fait, toutes les personnes appartenant à un groupe moins bien payé ou ayant de la difficulté à se faire embaucher en raison du sexe, de l'origine ou d'une situation particulière sont susceptibles d'être dans cette catégorie¹⁴⁻¹⁸. Les familles ayant ces caractéristiques identitaires ou financières risquent aussi de subir de la discrimination en lien avec le logement, que ce soit à l'étape de la recherche, ou plus tard, dans les rapports avec un propriétaire qui se révèle abusif ou intrusif¹⁹.

Selon l'Institut de la Statistique (2019), 17 % des familles du Québec sont monoparentales et plus de 75 % de ces familles monoparentales sont dirigées par une femme¹⁷. Les familles monoparentales sont « surreprésentées » à la fois parmi les locataires et parmi les ménages à faible revenu et par conséquent, elles ont également un taux d'effort plus élevé^{4,20}. C'est donc sans surprise qu'on constate qu'au Québec, les familles monoparentales constituent plus du quart des familles à faible revenu (27,2 %). Le Nord-du-Québec arrive en tête de file avec 44,1 % des familles monoparentales qui sont à faible revenu, suivi de la Côte-Nord (35,1 %) et de Montréal (33,4 %). Ces familles à faible revenu sont très majoritairement locataires, surtout dans ces régions²¹⁻²². Le Nord-du-Québec se distingue également par la jeunesse de sa population et une plus grande fécondité. C'est la région qui compte le plus grand taux de familles avec enfants (73,2 %), le plus grand taux de familles monoparentales (26,2 %), mais aussi le plus fort taux de familles ayant trois enfants ou plus (31,8 %, comparativement à 15,6 % pour l'ensemble du Québec). Le nombre d'enfants de la famille accroît également le risque de pauvreté. Ainsi 25,2 % des familles monoparentales avec un seul enfant sont à faible revenu, mais c'est le cas de 38,8 % des familles avec trois enfants et plus²³.

Les familles inuit sont particulièrement affectées par le manque de logements dans le Nord-du-Québec. En plus du surpeuplement, très courant, 36 % des logements ont besoin de réparations majeures, comparativement à 9 % au Québec. Les ménages ont plus souvent un soutien jeune, soit 30 % des ménages par rapport à 18 % pour le Québec. En outre, la pénurie de logements fait en sorte qu'une



Données sur l'inabordabilité des logements

De 2000 à 2015, les loyers ont crû plus vite que les salaires moyens et plus fortement que l'inflation¹⁶⁻¹⁸. Même si les inégalités sociales ne sont pas aussi accentuées qu'ailleurs au Canada, les ménages les plus pauvres sont difficilement outillés pour affronter un marché immobilier en déficit de logements et qui fait l'objet de spéculation. Selon les chiffres de Statistique Canada, 33,7 % des ménages locataires du Québec ont un taux d'effort de 30 % ou plus¹⁹. Cette proportion est plus grande chez les locataires de logement privé non subventionné que chez ceux d'un logement subventionné^{20,21}.



Femmes et pauvreté

En 2019, les femmes gagnent toujours moins que les hommes²⁷. Elles sont plus souvent en situation de grande pauvreté, ce qui accroît leur risque d'être dans de mauvaises conditions de logement et de vivre de l'insécurité. Qu'elles soient jeunes, monoparentales, immigrantes, autochtones ou racisées, qu'elles aient des limitations fonctionnelles, elles subissent aussi plus de discrimination que les hommes, et, avec leurs enfants, sont plus à risque d'endurer un environnement violent ou encore mal adapté, ou de se réfugier chez des proches ou des amis (itinérance cachée) par peur de se faire enlever leurs enfants si elles demandent de l'aide. Les femmes qui fuient la violence conjugale vivent souvent une forte instabilité résidentielle, faute de logements abordables²⁸⁻³². Le fait de reloger rapidement les familles en situation d'instabilité résidentielle apporte des bénéfices à court et à long terme, entre autres sur le « comportement des enfants, la santé psychologique et physique et la victimisation »³³⁻³⁶.

portion non négligeable (16%) des ménages non familiaux doivent partager un logement, ce qui correspond à une part quatre fois plus importante que dans l'ensemble du Québec²⁴⁻²⁵.

Les familles autochtones vivant hors réserve sont également plus souvent locataires que les non-autochtones. Selon la SCHL, les familles monoparentales autochtones hors réserves sont celles qui vivent dans « les pires conditions de logement ». Elles sont, avec les familles qui ont un soutien âgé de 15 à 29 ans, les ménages chez qui les besoins impérieux de logement « sont les plus fréquents »²⁶.

LES PROBLÈMES LIÉS À L'ABORDABILITÉ DES LOGEMENTS

L'inabordabilité des logements a des répercussions importantes sur l'ensemble de la vie des familles. Elle oblige à faire des choix entre le paiement du loyer et les autres besoins de base : santé, services, transport, alimentation, vêtements, etc. Les familles coupent dans l'essentiel et vivent dans l'insécurité. L'impossibilité de se loger à prix raisonnable dans un quartier central, près de ses proches, des services communautaires et des transports en commun, amène les familles loin du centre-ville, les isole et les prive d'un réseau de soutien souvent essentiel.

Les familles à faible revenu sont souvent contraintes de vivre dans un appartement de taille insuffisante. À Montréal, si 20% des ménages locataires de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce vivent dans un logement trop petit, c'est plutôt 33% des couples avec enfants et 36% des familles monoparentales qui vivent dans un logement surpeuplé. Pire, 10% des familles de trois enfants et plus de ce même arrondissement et 13% de celles de Ville-Marie vivent dans un studio ou un logement d'une seule chambre à coucher³⁷. Dans le Nord-du-Québec, la moitié des ménages inuit vivent dans des logements surpeuplés^{26,38}. Le surpeuplement engendre tensions et stress, et il peut mener à des débordements de violences, en particulier envers les femmes et les enfants, plus facilement victimes d'abus et de maltraitance³⁹. Les enfants qui vivent dans des logements surpeuplés dorment moins bien, ce qui a des effets sur

leur santé mentale, leur développement et leur croissance⁴⁰.

Surpeuplement et insécurité alimentaire vont souvent de pair et on a noté que les enfants de moins de 3 ans vivant dans un logement surpeuplé étaient plus souvent de petite taille⁴⁰. Encore ici, les enfants inuit sont plus fréquemment en situation d'insécurité alimentaire puisque 50% d'entre eux vivraient cette situation au Nunavik.

L'inabordabilité entraîne également de la précarité (conditions de logement difficiles et instables, et itinérance, manifeste ou cachée) et de l'instabilité résidentielle. Les familles arrivent difficilement à payer leur loyer et tout retard les rend vulnérables à des demandes d'éviction devant la Régie du logement.

LES EFFETS DIRECTS ET INDIRECTS SUR LA SANTÉ PHYSIQUE ET MENTALE DE L'INABORDABILITÉ DES LOGEMENTS, EN PARTICULIER SUR LE DÉVELOPPEMENT ET LE BIEN-ÊTRE À COURT ET À LONG TERME DES TOUT-PETITS

L'inabordabilité des logements a des effets importants sur la santé et le bien-être des individus, que ce soit directement, en raison du manque d'argent engendré par un loyer trop cher, ou en raison des problèmes qu'elle entraîne : insécurité alimentaire, surpeuplement, précarité ou instabilité résidentielle, qui constituent des facteurs de stress et d'anxiété, pour les tout-petits comme pour les parents. Les adultes qui sont en retard dans le paiement du loyer rapportent une moins bonne santé. Ces retards sont associés à plus de dépression maternelle, à plus d'hospitalisations chez les enfants, qui sont en moins bonne santé de façon générale⁴¹. Avant même de devoir quitter leur habitation, les personnes menacées d'éviction sont plus susceptibles de se considérer en mauvaise santé physique, de souffrir d'hypertension, de dépression, d'anxiété et de détresse, et ces effets peuvent conduire au stress chronique et à la maltraitance des

enfants⁴²⁻⁴⁵. L'inabondabilité du logement est une grande cause de stress parental qui nuit à la capacité d'interagir ou de prendre soin adéquatement des enfants^{39,46-50}. Le stress chronique engendré par ces difficiles conditions de logement peut donc compromettre le développement de comportements parentaux déjà fragilisés ou inadéquats et affecter le lien d'attachement parents-enfants⁵¹. Si la situation perdure dans le temps, le risque de mauvaise santé augmente. Ainsi, le fait de demeurer depuis trois ans et plus dans un logement inabordable a montré une forte association avec une moins bonne santé physique et mentale auto-rapportée en Australie⁵².

Du côté des tout-petits, autant la dimension physique que psychosociale du milieu de vie influence leur état de santé et de bien-être^{53,54}. Outre le fait qu'ils passent la majeure partie de leur temps à l'intérieur, et que par conséquent, la qualité du logement importe grandement¹⁶, plusieurs facteurs agissent sur leur santé physique et mentale et favorisent l'apparition de problèmes de comportement, de troubles cognitifs, d'anxiété, de stress chronique, et de dépression à l'adolescence^{34,40,47,55-66}.

L'instabilité et la précarité résidentielle vécues par les familles aux prises avec un logement trop cher sont associées avec des retards de développement des enfants au plan cognitif et des habiletés sociales et émotives^{55,58,67,68}. Les effets de l'instabilité résidentielle ont été étudiés de façon plus approfondie aux États-Unis^{42,43,58,60,69-72}. Cutts (2011) et Dong (2005) ont montré que l'instabilité résidentielle affectait durablement les enfants au plan mental et comportemental, soit dans les comportements à risque de l'adolescence⁴⁰, et dans les problèmes de santé mentale des adultes⁵⁵. Au Québec, selon les résultats de l'Enquête québécoise sur le parcours scolaire des enfants de maternelle, la proportion d'enfants présentant une plus grande vulnérabilité dans au moins un domaine de développement augmente avec le nombre de déménagements. Le type de vulnérabilité où les effets étaient les plus manifestes était le domaine des habiletés de communication et des connaissances générales, mais les autres domaines montraient une détérioration également. De même, les enfants qui vivaient en début d'année dans un quartier jugé moins sécuritaire par leurs parents et

ceux provenant d'une famille avec moins de soutien social (des caractéristiques associées à l'instabilité résidentielle) présentaient plus de vulnérabilité au plan du développement⁴⁹. Les familles ayant déménagé deux fois et plus sont encore une fois proportionnellement plus nombreuses dans le Nord-du-Québec (25,6 %) et à Montréal (21,6 %).

L'instabilité et la précarité résidentielle ont des effets à long terme et ces effets seraient cumulatifs selon les chercheurs, ce qui prédisposerait également aux maladies chroniques plus tard dans la vie⁷³⁻⁷⁵. Enfin, la précarité ou l'instabilité résidentielle ont un effet négatif sur les soins préventifs et la vaccination des enfants⁷⁶.

L'isolement qu'entraînent les déménagements fréquents ou le fait de vivre dans un quartier éloigné des services et de ses proches accroît les facteurs de vulnérabilité chez les enfants^{49,77,78}. De plus, la mauvaise qualité du voisinage a des effets qui s'ajoutent à ceux des autres problèmes liés à l'inabondabilité^{34,79,80}. Une recherche sur les risques d'hospitalisation des enfants de moins de six ans a montré que ce taux était beaucoup plus élevé chez certains groupes d'enfants (chez les garçons, les enfants nés de mères de moins de vingt ans, les enfants autochtones, les enfants de familles à faible revenu et les enfants nés en mauvaise santé) qui vivaient dans de mauvaises conditions de logement, dans un logement surpeuplé en particulier, et dans des quartiers défavorables⁸¹.

Le surpeuplement imposé par l'inabondabilité des logements a des effets sur la santé physique, car il accroît la transmission des infections et pourrait faciliter le développement de maladies respiratoires, l'asthme en particulier⁸². Ainsi, dans le Nord-du-Québec, la moitié des ménages inuit vit dans des logements surpeuplés et la région connaît depuis plusieurs années déjà une forte recrudescence de la tuberculose^{83,84}. Le fait de vivre entassés dans une, deux ou trois pièces affecte également la santé mentale et accroît les risques pour les enfants de vivre de la négligence et de la maltraitance et, pour les femmes et les



L'inabondabilité des logements a des effets importants sur la santé et le bien-être des individus.



Les enfants inuit

Il y a un lien entre les conditions de logement dans le Grand Nord et la santé des enfants. Les enfants inuit sont en moins bonne santé que les autres enfants canadiens et vivent aussi en plus grand nombre dans des conditions jugées non acceptables^{57,101-104}. Chez les jeunes enfants (2 à 5 ans), on a noté une association entre le surpeuplement et la mauvaise qualité du logement et les infections respiratoires (asthme, bronchite, pneumonie, etc.), les problèmes de comportement (« agressivité, conflit, retrait social, détresse psychologique ») et les difficultés d'adaptation scolaire. L'inabondabilité du logement était associée directement aux problèmes de comportement, et le fait d'accéder à la propriété à une réduction de ce type de troubles¹⁰³. Le surpeuplement augmente les risques de dépression à l'adolescence⁶².

Un rapport spécial sur le logement présenté devant l'Assemblée générale des Nations Unies le 18 octobre 2019 dénonçait les conditions de logement « abominables » dans lesquelles vivent les peuples autochtones au Canada. Logements surpeuplés et délabrés, absence d'eau potable, expulsions forcées, ces problèmes qui caractérisent la vie dans les réserves ont des effets importants sur la santé des résidents et aggravent la pauvreté et la précarité. Dans les villes, la discrimination et le racisme font obstacle à la location d'un logement. Enfin, l'absence d'un logement « sûr et décent » rend les femmes autochtones particulièrement vulnérables aux violences liées à leur identité et à leur sexe, et les enfants à fort risque d'être retirés de leur famille et d'être placés dans une famille d'accueil ou un centre jeunesse^{56,85}.

enfants, des abus et de la violence. Le fait de vivre dans un logement surpeuplé influencerait le statut socioéconomique et le bien-être à l'âge adulte⁷¹.

La vie dans un logement inadéquat, surpeuplé ou dans la précarité, nuit à la possibilité de retour d'un enfant placé dans un centre jeunesse ou une famille d'accueil, faute d'un endroit jugé stable pour les accueillir⁸⁵. De plus, l'instabilité résidentielle met les familles à risque d'itinérance, une itinérance encore très mal connue. Lors du décompte de 2018, 8% des personnes en situation d'itinérance dans une des 61 communautés recensées ont dit avoir vécu cette situation pour la première fois alors qu'elles avaient moins de 12 ans, mais on ne possède pas de chiffres sur les enfants en situation d'itinérance⁸⁶.

L'insécurité alimentaire associée au fait d'avoir un loyer trop cher a également des effets connus sur les enfants⁸⁷⁻⁸⁹. Environ un enfant québécois sur six vit dans une famille rapportant de l'insécurité alimentaire⁹⁰. Les couples avec enfants sont plus susceptibles de connaître l'insécurité alimentaire que les couples sans enfants, mais ce sont les familles monoparentales ayant une femme comme soutien qui sont le plus à risque d'en vivre, puisque plus d'un tiers d'entre elles rapportent cette situation⁹¹. Une étude de Cutts a montré que les enfants de familles recevant un bon de logement (*voucher*) aux États-Unis étaient moins susceptibles d'être dans cette situation^{40,92}. L'insécurité alimentaire est associée à un moins bon

état de santé physique et mentale. Les carences alimentaires qu'elle entraîne⁸⁸ peuvent compromettre le développement cognitif et moteur des tout-petits et elles affectent leur santé physique et mentale, notamment sur le plan de l'anxiété et des problèmes de comportements^{46,93-96}. Ces effets peuvent se faire sentir à long terme, notamment par une incidence plus élevée de difficultés scolaires, de dépression à l'adolescence^{88,96-98} et de maladies chroniques à l'âge adulte^{99,100}.





LES EFFETS POSITIFS D'UN LOGEMENT ABORDABLE

Les enfants qui vivent dans un milieu stable, adéquat en termes d'espace, et sécuritaire, sont en meilleure santé et ont moins de problèmes de comportement^{41,61,65}. Le fait d'intervenir pour aider les familles à se trouver un logement abordable (ou de les aider à payer leur logement) a des effets directs sur leur qualité de vie et sur leur santé (baisse du stress, plus d'argent pour les autres besoins, moins de surpeuplement, etc.). Un quartier favorable, un environnement avec une bonne cohésion sociale et un réseau de soutien constituent des protections contre l'isolement, et favorisent le développement physique et émotionnel des enfants et leur bien-être^{41,49,77}. Le fait de vivre dans un logement subventionné agirait même comme protection pour les enfants, puisqu'ils seraient moins susceptibles d'avoir des retards de croissance et d'être en mauvaise santé^{59,74,105-107}. Le fait d'habiter dans un logement de qualité a donc des effets bénéfiques sur la santé, notamment la santé mentale¹⁰⁸ et le bien-être des occupants.

Un logement abordable permet aux familles de créer et d'entretenir un réseau social, de participer à la vie citoyenne, le quotidien n'étant pas entièrement accaparé par le travail ou la survie financière. La stabilité vécue dans un logement abordable renforce à son tour l'équilibre familial, permet de meilleurs liens d'attachement entre les parents et les enfants et augmente la sécurité des tout-petits¹⁶. Enfin, avoir accès à un logement abordable a des bénéfices au plan économique, puisqu'elle favorise la participation des adultes au marché de l'emploi et l'assiduité au travail, la mobilité résidentielle et professionnelle pour attirer des travailleurs, et enfin, augmente la productivité dans son ensemble¹⁰⁹⁻¹¹⁰.

Cette synthèse de recherche comprend deux numéros :

Le point sur... L'abordabilité des logements au Québec... Les effets sur la santé et le développement des enfants, Numéro 1, mars 2021

Le point sur... L'abordabilité des logements au Québec... les principales politiques publiques en matière d'abordabilité, Numéro 2, mars 2021

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- SCHL. Rapports sur le marché locatif - RMR de Montréal, [En ligne]. <https://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/data-and-research/publications-and-reports/rental-market-reports-major-centres>, 2018. [Consulté le 19 septembre 2019].
- Communauté métropolitaine de Montréal. *Perspective Du Grand Montréal - Un Bulletin de l'Observatoire Du Grand Montréal*. Observatoire du Grand Montréal, 2019.
- SCHL. *Le Marché sous la loupe - RMR Montréal*, [En ligne]. <https://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/data-and-research/publications-and-reports/housing-market-insight-montreal-cma>, 2019. [Consulté le 2 novembre 2019].
- SCHL. *Perspectives du marché de l'habitation. Région du Québec*, [En ligne]. <https://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/data-and-research/publications-and-reports/housing-market-outlook-canada-and-major-centres>, 2018. [Consulté le 20 octobre 2019].
- United Nations-General Assembly, Farha L. *Report of the Special Rapporteur on Adequate Housing as a Component of the Right to an Adequate Standard of Living, and on the Right to Non-Discrimination in This Context*, 2017.
- De plus en plus de cas d'évictions massives à Montréal, [En ligne]. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1131778/expulsion-locataires-immeubles-montreal-comite-logement>, 2019. [Consulté le 6 octobre 2019].
- Goudreault PZ. Pénurie de logements : plus d'évictions contestées devant la Régie du logement, [En ligne]. <https://journalmetro.com/actualites/montreal/2350572/penurie-de-logements-plus-devictions-contestees-devant-la-regie-du-logement/>, 2019. [Consulté le 16 octobre 2019].
- SCHL. *Rapport Sur Le Logement Locatif 2018 - Canada*, [En ligne]. <https://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/data-and-research/publications-and-reports/rental-market-reports-major-centres>, 2019. [Consulté le 2 novembre 2019].
- Perspectives du marché de l'habitation - Canada, [En ligne]. <https://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/data-and-research/publications-and-reports/housing-market-outlook-canada-and-major-centres>, 2019. [Consulté le 5 octobre 2019].
- Perspectives du marché de l'habitation - RMR de Montréal, [En ligne]. <https://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/data-and-research/publications-and-reports/housing-market-outlook-canada-and-major-centres>, 2019. [Consulté le 15 octobre 2019].
- Macdonald D. *Unaccommodating. Rental Housing Wage in Canada*, [En ligne]. <https://www.policyalternatives.ca/unaccommodating>, 2019. [Consulté le 25 novembre 2019].
- CQFF - Les courbes de Claude Laferrière, [En ligne]. https://www.cqff.com/claude_laferriere/accueil_courbe.htm, 2019. [Consulté le 28 novembre 2019].
- Statistique Canada. Le Quotidien - Enquête canadienne sur le revenu, [En ligne]. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/190226/dq190226b-fra.htm>, 2017. [Consulté le 28 novembre 2019].
- Indice Du Logement Locatif Canadien, [En ligne]. <http://www.rentalhousingindex.ca/fr>, 2019. [Consulté le 24 novembre 2019].
- Crespo S, Institut de la statistique du Québec. L'écart de faible revenu, vol. 23, n°2, [En ligne]. https://bdso.gouv.qc.ca/docs-ken/multimedia/PB-01614FR_dembref2019T01F00.pdf, 2019. [Consulté le 5 février 2020].
- Office of the Surgeon General. *The Surgeon General's Call to Action to Promote Healthy Homes*, [En ligne]. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/books/NBK44192/>, 2019. [Consulté le 24 septembre 2019].
- Institut de la statistique du Québec. *Panorama des régions du Québec*. Édition 2018, [En ligne]. <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/profils/panorama-regions-2018.pdf>, 2018. [Consulté le 24 novembre 2019].
- Statistique Canada. Le Quotidien – le logement au Canada : faits saillants du Recensement de 2016, [En ligne]. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/171025/dq171025c-fra.htm?inid=14429-2&indgeo=5>, 2018. [Consulté le 28 novembre 2019].
- FRAPRU. *Dossier Noir. Logement et Pauvreté Au Québec*. Front d'action populaire en réaménagement urbain, [En ligne]. <https://www.frapru.qc.ca/wp-content/uploads/2018/06/Dossier-Noir-2018.pdf>, 2018. [Consulté le 28 novembre 2019].
- SHQ. L'habitation en bref, [En ligne]. <http://www.habitation.gouv.qc.ca/fileadmin/internet/publications/habitation-en-bref-2019.pdf>, 2019. [Consulté le 20 octobre 2019].
- Crespo S, Institut de la statistique du Québec. Le revenu des ménages propriétaires et locataires. *Données sociodémographiques en bref*. 2016; 20(2) : 18-23.
- Institut de la statistique du Québec. *Panorama des régions du Québec*. Édition 2019. Québec : L'Institut; 2019 : 162. Édition 2 <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/profils/panorama-regions-2019.pdf>.
- Banque de données des statistiques officielles, [En ligne]. http://www.bdso.gouv.qc.ca/pls/ken/ken213_afich_tabl.page_tabl?p_iden_tran=REPER-J375AV15-169316487709M-s9&p_lang=1&p_m_o=ISQ&p_id_raprt=2407, 2019. [Consulté le 16 décembre 2019].
- Gouvernement du Canada (SC). Profil du recensement, Recensement de 2016 - Abitibi-Baie-James-Nunavik-Eeyou, [En ligne]. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/details/page.cfm?B1=All&Code1=24001&Code2=24&Data=Count&Geo1=FED&Geo2=PR&Lang=F&SearchPR=01&SearchText=Abitibi-Baie-James-Nunavik-Eeyou&SearchType=Be-gins&TABID=1>, 2017. [Consulté le 20 octobre 2019].
- Direction des affaires intergouvernementales et autochtones. *Le Logement Au Nunavik*. Gouvernement du Québec; 2014.
- SCHL. Conditions de logement des ménages autochtones hors réserve, [En ligne]. <https://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/data-and-research/publications-and-reports/socio-economic-housing-conditions-off-reserve-aboriginal-households>, 2019. [Consulté le 20 octobre 2019].

27. Institut de la Statistique du Québec. Annuaire québécois des statistiques du travail. Portrait des principaux indicateurs du marché et des conditions de travail, 2008-2018, [En ligne]. https://bdso.gouv.qc.ca/docs-ken/multimedia/PBO1681FR_AnnuaireStat2018_A00F01.pdf, 2019. [Consulté le 1^{er} novembre 2019].
28. Bryant T, Shapcott M. Housing. In: *Social Determinants of Health. Canadian Perspectives*. Third edition. Toronto : Canadian Scholars' Press Inc; 2016:343-383.
29. Desroches M-È. État des lieux des enjeux de logement vécus par les Montréalaises, [En ligne]. <http://catalogue.cdeacf.ca/Record.htm?record=19286537124910047199>, 2019. [Consulté le 24 mai 2019].
30. FRAPRU. *Dossier noir Femmes, logement et pauvreté 2019*. Front d'action populaire en réaménagement urbain, [En ligne]. <https://www.frapru.qc.ca/dossier-noir-femmes-2019/>, 2019. [Consulté le 17 septembre 2019].
31. Gélineau L, Dupéré S, Bergeron-Leclerc C, et al. Portrait des femmes en situation d'itinérance: de multiples visages | CREMIS - Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales et les discriminations, [En ligne]. <http://www.cremis.ca/portrait-des-femmes-en-situation-ditinerance-de-multiples-visages>, 2015. [Consulté le 21 octobre 2019].
32. YWCA de Montréal. Quelques chiffres sur les femmes et la pénurie de logement abordable. *Y des femmes de Montréal*, [En ligne]. <https://www.ydesfemmesmtl.org/quelques-chiffres-sur-les-femmes-et-la-penurie-de-logement-abordable/>, 2019. [Consulté le 15 octobre 2019].
33. Council of Economic Advisers. *The Economics of Early Childhood Investments*. Washington D.C. : Executive Office of the President of the United States, Washington D.C., 2015, [En ligne]. <https://www.researchconnections.org/childcare/resources/28828>. [Consulté le 27 mai 2019].
34. Dunn JR, Hayes M, Hulchanski, David, Hwang S, Potvin L. Housing as a socio-economic determinant of health: a canadian research framework. In: *Housing & Health: Research, Policy, and Innovation*. Edited by Philippa Howden-Chapman and Penelope Carroll. Steele Roberts. New Zealand; 2004:12-39, [En ligne] http://www.urbancentre.utoronto.ca/pdfs/researchassociates/2004_Hulchanski-et-al-Housi%202.pdf. [Consulté le 15 octobre 2019].
35. Moloughney B. Canadian Institute for Health Information, Canada Mortgage and Housing Corporation. *Le logement et la santé de la population: l'état des connaissances scientifiques actuelles*. Ottawa, Ont. : Institut canadien d'information sur la santé; 2004, [En ligne]. https://epe.lac-bac.gc.ca/100/200/300/cdn_institute_for_health/housing-f-logement.pdf. [Consulté le 19 juin 2019].
36. Sanders SG, Sorrells N. The Louisiana Housing Alliance (LHA) is a nonprofit statewide coalition working to ensure the preservation and production of quality affordable housing for low and moderate income Louisianans and those with special needs. 2016:13.
37. Ville de Montréal. *Ville de Montréal - Montréal en statistiques - Profils des ménages et des logements. Arrondissement de Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce*. Montréal : Division de la planification urbaine; 2014:32, [En ligne]. https://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=6897,111351575&dad=portal&_schema=PORTAL. [Consulté le 30 octobre 2019].
38. Les Autochtones du Québec trois fois plus susceptibles de vivre dans un logement inadéquat - Regard sur l'Arctique, [En ligne]. <https://www.rcinet.ca/regard-sur-arctique/2018/07/04/canada-quebec-autochtones-habitation-logement-discrimination-frapru/>. [Consulté le 26 octobre 2019].
39. Vandivere S, Hair EC, Theokas C, Cleveland K, McNamara M, Atienza A. How Housing Affects Child Well-Being. 2006:35.
40. Cutts DB, Meyers AF, Black MM, et al. US housing insecurity and the health of very young children. (RESEARCH AND PRACTICE)(Author abstract). *The American Journal of Public Health*. 2011;101(8):1508-15014. doi:10.2105/AJPH.2011.300139
41. Sandel M, Desmond M. Investing in Housing for Health Improves Both Mission and Margin. *JAMA*. 2017;318(23):2291. doi:10.1001/jama.2017.15771
42. Desmond M. *Evicted: Poverty and Profit in the American City*. First Edition. New York: Crown Publishers; 2016.
43. Desmond M, An W, Winkler R, Ferriss T. Evicting Children. *Social Forces*. 2013; 92(1) : 303–327. doi:10.1093/sf/sot047
44. Desmond M, Gershenson C. Who gets evicted? Assessing individual, neighborhood, and network factors. *Soc Sci Res*. 2017; 62:362-377. doi:10.1016/j.ssresearch.2016.08.017
45. Zivanovic R, Omura J, Wood E, Nguyen P, Kerr T, Debeck K. Eviction and loss of income assistance among street-involved youth in Canada.(Report). 2016;37(2):244-259. doi:10.1057/jphp.2016.12
46. Cohen, Rebecca, Center for Housing Policy. *The Impact of Affordable Housing on Health: A Research Summary*, [En ligne]. <https://www.enterprisecommunity.org/resources/impact-affordable-housing-health-research-summary-14027>. [Consulté le 23 septembre 2019].
47. Coley RL, Leventhal T, Lynch AD, Kull M. Relations Between Housing Characteristics and the Well-Being of Low-Income Children and Adolescents. *Developmental Psychology*. 2013;49(9):1775–1789. doi:10.1037/a0031033
48. Fuller-Thomson E, Hulchanski JD, Hwang S. The Housing/Health Relationship: *What Do We Know? Reviews on Environmental Health*. 2011;15(1-2):109–134. doi:10.1515/REVEH.2000.15.1-2.109
49. Institut de la Statistique du Québec. Enquête québécoise sur le parcours préscolaire des enfants de maternelle 2017 (EQPPEM), [En ligne]. <https://ciusssmccq.ca/telechargement/1115/enquete-quebecoise-sur-le-parcours-prescolaire-des-enfants-de-maternelle-2017-eg>, 2019. [Consulté le 7 novembre 2019].
50. Taylor LA. *Housing And Health: An Overview Of The Literature*, [En ligne]. <https://www.healthaffairs.org/doi/10.1377/hpb20180313.396577/full>, 2018. [Consulté le 1^{er} juin 2019].
51. Dunn JR. *The Population Health Approach to Housing: A Framework for Research - Université de Montreal*. Ottawa : Canada Mortgage and Housing Corporation; 2002, [En ligne]. <https://umontreal.on.worldcat.org/search?lang=fr&queryString=iz:000337268>. [Consulté le 28 novembre 2019].
52. Rowley S, Ong R. Housing Affordability, Housing Stress and Household Wellbeing in Australia, *AHURI Final Report*. 2012.
53. Braubach M, Jacobs De, Ormandy D. *Environmental Burden of Disease Associated with Inadequate Housing: A Method Guide to the Quantification of Health Effects of Selected Housing Risks in the WHO European Region*. Copenhagen: World Health Organization, Regional Office for Europe; 2011.
54. Evans GW, Wells NM, Moch A. Housing and Mental Health: A Review of the Evidence and a Methodological and Conceptual Critique. *Journal of Social Issues*. 2003; 59(3): 475-500. doi:10.1111/1540-4560.00074
55. Dong M, Anda RF, Felitti VJ, et al. Childhood Residential Mobility and Multiple Health Risks During Adolescence and Adulthood: The Hidden Role of Adverse Childhood Experiences. *Archives of Pediatrics & Adolescent Medicine*. 2005;159(12):1104–1110. doi:10.1001/archpedi.159.12.1104
56. Farha L, UN. Secretary-General, UN. Human Rights Council. *Adequate housing as a component of the right to an adequate standard of living, and the right to non-discrimination in this context*: [New York]: UN : United Nations; 2019:25 , [En ligne] <http://digitallibrary.un.org/record/3823982>. [Consulté le 22 octobre 2019].
57. Findlay LC, Janz TA. The health of Inuit children under age 6 in Canada. *International Journal of Circumpolar Health*. 2012;71(1):1-9. doi:10.3402/ijch.v71i0.18580
58. Jelleyman T, Spencer N. Residential mobility in childhood and health outcomes: a systematic review. *Processes through investments and financial strains*.(Author abstract). *Children and Youth Services Review*. 2014;39:25.
59. Kull MA, Coley RL. Housing costs and child functioning: Processes through investments and financial strains.(Author abstract). *Children and Youth Services Review*. 2014;39:25.
60. National Children's Bureau. *Housing and the Health of Young Children Policy and Evidence Briefing for the VCSE Sector*; 2016.
61. Newman S, Holupka CS. Housing Affordability And Children's Cognitive Achievement. *Health affairs (Project Hope)*. 2016;35(11):2092–2099. doi:10.1377/hlthaff.2016.0718
62. Pepin C, Muckle G, Moisan C, Forget-Dubois N, Riva M. Household overcrowding and psychological distress among Nunavik Inuit adolescents: a longitudinal study. *International Journal of Circumpolar Health (Online)*. 2018;77(1):1–11. doi:10.1080/22423982.2018.1541395
63. Pierse N, Carter K, Bierre S, Law D, Howden-Chapman P. Examining the role of tenure, household crowding and housing affordability on psychological distress, using longitudinal data. *J Epidemiol Community Health*. 2016;70(10):961-966. doi:10.1136/jech-2015-206716
64. Raphael D. SOCIAL DETERMINANTS OF CHILDREN'S HEALTH IN CANADA: ANALYSIS AND IMPLICATIONS | *International Journal of Child, Youth and Family Studies*. 2014;5(2). doi: <https://doi.org/10.18357/ijcyfs.raphaeld.522014>
65. Steele M, Kreda J. *Housing Research Report: Outcomes of Stable, Affordable Housing - A Synthesis of Recent Research*. CMHC-SCHL; 2017:36, [En ligne] https://www.google.com/search?q=affordable+housing+a+synthesis+of+recent+research&rlz=1C1GCEU_frCA831CA831&oeq=affordable+housing+a+synthesis+of+recent+research&aqs=chrome..69i57j69i60j3.1006j0j7&sourceid=chrome&ie=UTF-8. [Consulté le 30 mai 2019].

66. Weitzman M, Baten A, Rosenthal DG, Hoshino R, Tohn E, Jacobs DE. Housing and child health. *Curr Probl Pediatr Adolesc Health Care*. 2013;43(8):187-224. doi:10.1016/j.cp-peds.2013.06.001
67. Carroll A, Corman H, Curtis MA, Noonan K, Reichman NE. Housing Instability and Children's Health Insurance Gaps. *Acad Pediatr*. 2017;17(7):732-738. doi:10.1016/j.acap.2017.02.007
68. Coley RL, Kull M. Cumulative, Timing-Specific, and Interactive Models of Residential Mobility and Children's Cognitive and Psychosocial Skills. *Child Development*. 2016;87(4):1204-1220. doi:10.1111/cdev.12535
69. Downing J. The Effect of the Foreclosure Crisis on Health. 2015.
70. Downing J. The health effects of the foreclosure crisis and unaffordable housing: A systematic review and explanation of evidence. *Social Science & Medicine*. 2016; 162:88-96. doi:10.1016/j.socscimed.2016.06.014
71. Solari CD, Mare RD. Housing Crowding Effects on Children's Wellbeing. *Soc Sci Res*. 2012; 41(2): 464- 476. doi:10.1016/j.ssresearch.2011.09.012
72. Vásquez-Vera H, Palència L, Magna I, Mena C, Neira J, Borrell C. The threat of home eviction and its effects on health through the equity lens: A systematic review. *Soc Sci Med*. 2017;175:199-208. doi:10.1016/j.socscimed.2017.01.010
73. Harkness J, Newman SJ. Housing affordability and children's well-being: Evidence from the National Survey of America's Families. *Housing Policy Debate*. 2005;16(2):223-255, [En ligne]. <https://jhu.pure.elsevier.com/en/publications/housing-affordability-and-childrens-well-being-evidence-from-the-4>. [Consulté le 12 juin 2019].
74. Krieger JW, Higgins DL. Housing and Health: Time Again for Public Health Action. *Am J Public Health*. 2002; 92(5) : 758-768. doi:10.2105/ajph.92.5.758
75. Raphael D, Farrell ES. Beyond medicine and lifestyle: addressing the societal determinants of cardiovascular disease in North America. *Leadership in Health Services*. 2002;15(4):1-5. doi:10.1108/133660750210452143
76. Suryadevara M, Bonville CA, Ferraioli F, Domachowske JB. Community-centered education improves vaccination rates in children from low-income households. *Pediatrics*. 2013;132(2):319-325. doi:10.1542/peds.2012.3927
77. Laurin I, Guay D, Fournier M, Bigras N. *Portrait Du Parcours Éducatif Préscolaire Des Enfants Montréalais et son effet sur leur développement à La Maternelle selon le statut socioéconomique: résultats de l'enquête sur le développement des enfants à La maternelle 2017*. Montréal: Montréal: Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, Direction régionale de santé publique; 2019:22, [En ligne]. <https://catalogue.santecom.qc.ca/cgi-bin/koha/opac-detail.pl?biblionumber=120984>. [Consulté le 28 novembre 2019].
78. Laurin I, Guay D, Fournier M, Blanchard D, Bigras N. Quelle est l'association entre les caractéristiques résidentielles et du quartier et le développement de l'enfant à la maternelle? *Canadian Journal of Public Health / Revue Canadienne de Santé Publique*. 2018; 109(1) : 35-42, [En ligne]. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC6964705/>. [Consulté le 28 novembre 2019].
79. Department of Health. *Improving Shopping Access for People Living in Deprived Neighbourhoods. Report of Policy Action Team 13 of the Social Exclusion Unit*. London: Department of Health for the Social Exclusion Unit/Cabinet Office.; 1999.
80. Yen IH, Kaplan GA. Neighborhood social environment and risk of death: multilevel evidence from the Alameda County study. *American Journal of Epidemiology*. 1999;149(10).
81. Vu L, Muhajarine N. Neighbourhood Effects on Hospitalization in Early Childhood. *Canadian Journal of Public Health*. 2010;101(2):119-123. doi:10.1007/BF03404355
82. Kutzora S, Puerto Valencia L, Weber A, et al. Residential crowding and asthma in preschool children, a cross-sectional study. *Allergol Immunopathol (Madr)*. 2019;47(4):386-400. doi:10.1016/j.aller.2018.12.008
83. Khan FA, Fox GJ, Lee RS, et al. Housing and tuberculosis in an Inuit village in northern Quebec: a case-control study. *cmajo*. 2016;4(3):E496-E506. doi : 10.9778/cmajo.20160049
84. LaFreniere M, Hussain H, He N, McGuire M. La tuberculose au Canada: 2017. 2019; 45:8.
85. Courtney ME, Mcmurtry SL, Zinn A. Housing problems experienced by recipients of child welfare services.(Author Abstract). *Child Welfare*. 2004;83(5):393-422.
86. Canada E et D social. *Tout le monde compte 2018: Faits saillants – Rapport*. aem, [En ligne]. <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/sans-abri/rapports/faits-saillants-de-nombrement-2018.html>. Published September 13, 2019. [Consulté le 19 novembre 2019].
87. Jessiman-Perreault G, McIntyre L. The household food insecurity gradient and potential reductions in adverse population mental health outcomes in Canadian adults. *SSM - Population Health*. 2017;3:464-472. doi:10.1016/j.ssmph.2017.05.013
88. Kirkpatrick SI, Dodd KW, Parsons R, Ng C, Garriguet D, Tarasuk V. Household Food Insecurity Is a Stronger Marker of Adequacy of Nutrient Intakes among Canadian Compared to American Youth and Adults. *The Journal of nutrition*. 2015;145(7):1596-1603. doi:10.3945/jn.114.208579
89. Poole-Di Salvo E, Silver EJ, Stein REK. Household Food Insecurity and Mental Health Problems Among Adolescents: What Do Parents Report? *Academic Pediatrics*. 2016;16(1):90-96. doi:10.1016/j.acap.2015.08.005
90. Tarasuk, V., Mitchell, A., Dachner, N. *L'insécurité Alimentaire Des Ménages Au Canada*, 2014. Toronto: Research to identify policy options to reduce food insecurity (PROOF); 2016, [En ligne]. <http://proof.utoronto.ca/>. [Consulté le 10 janvier 2019].
91. Tarasuk V, Mitchell A, Dachner N. *Insécurité Alimentaire Des Ménages Au Canada*, 2013. PROOF: Research to Identify Policy Options to Reduce Food Insecurity; 2015, [En ligne]. <http://deslibris.ca/ID/10050228>. [Consulté le 26 mars 2019].
92. Smith LA, Brown EW, Meara E, et al. Child Health Impact Assessment Working Group Participants. :6.
93. Cook J, Frank D, Levenson S. Child Food Insecurity Increases Risks Posed by Household Food Insecurity to Young Children's Health 1,2. *The Journal of Nutrition*. 2006; 136(4):1073-6. doi:10.1093/jn/136.4.1073
94. Cook JT, Frank DA, Berkowitz C, et al. Food insecurity is associated with adverse health outcomes among human infants and toddlers. *The Journal of nutrition*. 2004;134(6):1432-1438. doi:10.1093/jn/134.6.1432
95. Hulchanski JD, Shapcott M, University of Toronto. Centre for Urban and Community Studies. *Finding Room: Options for a Canadian Rental Housing Strategy*. Toronto: CUCS Press, Centre for Urban and Community Studies, University of Toronto; 2004.
96. Weinreb L, Wehler C, Perloff J, et al. Hunger: its impact on children's health and mental health. *Pediatrics*. 2002;110(4):e41. doi: 10.1542/peds.110.4.e41
97. Kirkpatrick SI, McIntyre L, Potestio ML. Child Hunger and Long-term Adverse Consequences for Health. *Archives of Pediatrics & Adolescent Medicine*. 2010;164(8):754-762. doi:10.1001/archpediatrics.2010.117
98. Melchior M, Chastang J-F, Falissard B, et al. Food Insecurity and Children's Mental Health: A Prospective Birth Cohort Study. *PLoS ONE*. 2012;7(12):e52615. doi: 10.1371/journal.pone.0052615
99. Chan J, Demelo M, Gingras J, Gucciardi E. Challenges of diabetes self-management in adults affected by food insecurity in a large urban Centre of Ontario, Canada.(Research Article) (Report). *International Journal of Endocrinology*. 2015;2015(2015):903468. doi:10.1155/2015/903468
100. Vozoris N, Tarasuk V. Household Food Insufficiency Is Associated with Poorer Health. *Journal of Nutrition*. 2003; 133(1): 120-126.
101. Government of Canada SC. Housing and health among Inuit children, [En ligne]. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/82-003-x/2015011/article/14223-eng.htm>, 2015. [Consulté le 1^{er} juin 2019].
102. Guèvremont A. *La santé des enfants inuit : rapport*. Ottawa : Statistique Canada, Division de la statistique sociale et autochtone; 2007.
103. Kohen DE. Logement et santé des enfants inuit. 2015; 26(82) : 10.
104. Les Autochtones du Québec trois fois plus susceptibles de vivre dans un logement inadéquat - Regard sur l'Arctique, [En ligne]. <https://www.rcinet.ca/regard-sur-arctique/2018/07/04/canada-quebec-autochtones-habitation-logement-discrimination-frapru/>, 2018. [Consulté le 26 octobre 2019].
105. Meyers A, Cutts D, Frank DA, et al. Subsidized Housing and Children's Nutritional Status: Data From a Multisite Surveillance Study. *Archives of Pediatrics & Adolescent Medicine*. 2005;159(6):551-556. doi:10.1001/archpedi.159.6.551
106. Situ J, LeVasseur S, Statistics Canada, Division de la statistique du revenu. *L'accession à la propriété et les coûts d'habitation au Canada : Enquête nationale auprès des ménages*, 2011.; 2013, [En ligne]. <https://www.deslibris.ca/ID/240044>. [Consulté le 28 novembre 2019].
107. Suglia SF. Subsidized Housing and Health: Time for a Multidisciplinary Approach. *American journal of public health*. 2018;108(8):975-976. doi:10.2105/AJPH.2018.304544

108. Thompson H, Petticrew M, Morrison D. Housing improvement and health gain: a summary and systematic review. *Clinical Governance*. 2003:358.
109. Conference Board of Canada. *Building From the Ground Up: Enhancing Affordable Housing in Canada*. Canada, [En ligne]. : <https://www.conferenceboard.ca/e-library/abstract.aspx?did=3530>, 2010. [Consulté le 4 octobre 2019].
110. Pomeroy S. *Built to Last: Strengthening the Foundations of Housing in Canada | The Homeless Hub*, Federation of Canadian Municipalities-Fédération canadienne des municipalités, [En ligne]. <https://www.homelesshub.ca/resource/built-last-strengthening-foundations-housing-canada>, 2015. [Consulté le 13 juin 2019].

DIRECTION SCIENTIFIQUE

Marie-France Raynault

RÉDACTION

Sylvie Pelletier

COORDINATION DE PRODUCTION

Samuel Montiège

GRAPHISME

Atlas & Axis

IMPRESSION

Graphiscan

Une publication du Centre Léa-Roback,
centre de recherche sur les inégalités
sociales de santé de Montréal
1301, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H2L 1M3
Téléphone : 514-528-2400 (3585)

www.centrelearoback.ca

Dépôt légal :

ISBN 978-2-9814909-6-4

Le point sur... L'abordabilité des
logements au Québec... Les effets sur la
santé et le développement des enfants
(Imprimé)

ISBN 978-2-9814909-9-5

Le point sur... L'abordabilité des
logements au Québec... Les effets sur la
santé et le développement des enfants
(En ligne)

Les reproductions de ce texte, en tout ou
en partie, sont autorisées à condition d'en
mentionner la source.

Le Centre Léa-Roback a été mis sur pied afin de mieux comprendre l'impact du milieu sur la santé physique et mentale. Sa mission vise plus particulièrement la prise en compte de cette nouvelle connaissance en vue de réduire les inégalités sociales de santé à Montréal. Première infrastructure du genre à Montréal, le Centre favorise le développement de projets interdisciplinaires et intersectoriels.